



CONVENTION DE FINANCEMENT DE L'ADATEEP 37

Entre :

Le Syndicat des Mobilités de Touraine, autorité organisatrice de 1er rang de la mobilité urbaine organisant notamment, à l'intention des élèves, la desserte des établissements d'enseignement, Sis 60 avenue Marcel Dassault 37206 TOURS
Représenté par Monsieur Emmanuel DENIS, Président,
ci-après désigné « SMT »

d'une part,

et

L'ADATEEP 37, Association Départementale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public, Sise Autonome de Solidarité d'Indre-et-Loire, 78 rue Blaise Pascal 37 000 TOURS,
Représentée par sa Présidente, Anne-Marie DAVAUX,
ci-après dénommée « Le Bénéficiaire »

d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code des transports, et notamment ses articles L. 3111-7 à L. 3111-10
Vu l'article L.213-11 du code de l'éducation,
Vu la délibération du SMT en date du 18 septembre 2025,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'Association Départementale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement Public 37 (ANATEEP 37) s'investit depuis de nombreuses années pour améliorer la qualité et la sécurité dans les transports scolaires.

Dans le cadre de sa compétence Mobilité, le SMT délègue sa compétence à des communes et syndicats intercommunaux pour l'organisation de transports scolaires. Ces collectivités sont en charge de la bonne exécution des services, et peuvent solliciter l'ADATEEP pour des interventions afin de sensibiliser les élèves à l'utilisation du transport en toute sécurité. Le SMT échange avec l'ADATEEP 37 sur ces sujets, et souhaite soutenir son action locale et ciblée pour améliorer en permanence la sécurité du transport scolaire.

L'objet de la présente convention est d'acter le versement d'une subvention par le SMT à l'ADATEEP 37 pour financer ces actions.

Article 1 – Objet de la convention

- 1.1. Le SMT a décidé de subventionner, au titre de l'année 2025 et selon les conditions établies dans la présente Convention, que le bénéficiaire déclare connaître et accepter, les actions de sensibilisation des élèves à la sécurité dans les transports scolaires au travers d'interventions dans les établissements scolaires du territoire du Syndicat.

- 1.2. Le bénéficiaire en acceptant la subvention s'engage à réaliser l'action définie au paragraphe 1.1 ci-dessus sous sa propre responsabilité et en mettant en œuvre tous les moyens à sa disposition.

Article 2 – Montant de la participation financière du SMT

➤ Subvention forfaitaire :

Le montant forfaitaire de la participation financière du SMT à l'action définie à l'article 1 s'élève à :

Subvention pour l'année 2025 : 1 000 Euros HT

Article 3 – Conditions d'utilisation de la subvention

- 3.1 Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention octroyée exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivée.
- 3.2. Le bénéficiaire de la subvention telle que définie à l'article 1 de la présente convention, ne peut en employer tout ou partie au profit d'un autre organisme privé, association, société ou œuvre,
- 3.3 Le bénéficiaire accepte que la subvention ne puisse en aucun cas donner lieu à profit et qu'elle soit limitée au montant nécessaire pour équilibrer les recettes et les dépenses de l'action.
- 3.4 Le bénéficiaire s'engage, en respectant la charte graphique du SMT, à mentionner le soutien financier du SMT sur tout document officiel destiné à des tiers relatifs à l'action subventionnée.
- 3.5 Le bénéficiaire est seul responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci lors de l'exécution de l'action

Article 4 – Modalités de versement

- 4.1 La subvention est versée au bénéficiaire par le SMT comme suit :

➤ Subvention forfaitaire

Cette subvention sera versée en une seule fois à la signature de la présente convention par les 2 parties.

- 4.2 Le paiement du par le SMT est effectué sur le compte bancaire suivant de la structure :

- Numéro de compte : 19406 / 37 046 / 67198980886 / 25
- Nom et adresse de la banque : Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou – 37 046 St-Avertin
- Nom du titulaire du compte : Association ADATEEP

Article 5 – Modalités de contrôle

- 5.1 Le SMT se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consiste en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives au coût de l'action subventionnée.
- 5.2 Le bénéficiaire est tenu de présenter au SMT, un bilan annuel des actions dans le cadre de cette convention et un bilan financier dans les 3 mois suivant la clôture de l'exercice comptable de l'ADATEEP; faisant apparaître les dépenses certifiées par la personne responsable de l'organisme bénéficiaire. Dans l'hypothèse où les dépenses réalisées seraient

inférieures au montant de la subvention, le surplus pourra être reversé au SMT le cas échéant.

- 5.3 Le bénéficiaire est tenu de présenter sur demande éventuelle du SMT dans un délai de six mois suivant l'exercice au cours duquel la subvention a été attribuée un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

- 5.4 Le bénéficiaire accepte que le SMT puisse contrôler l'utilisation qui a été faite de la subvention pendant toute la durée de la convention ainsi que pendant une période d'un an à compter de la date d'achèvement de la convention.
- 5.5 Le bénéficiaire s'engage, pour l'exécution de l'article précédent, à donner au SMT ainsi qu'aux personnes mandatées par lui un droit d'accès approprié aux sites ou locaux où l'action est ou a été réalisée ainsi qu'au siège de l'organisme bénéficiaire.
- 5.6 Le bénéficiaire s'engage à informer le SMT de toute modification liée à son statut ou à l'exécution de la présente convention.
- 5.7 Le bénéficiaire s'engage toutefois, aux fins de contrôle, à conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées dans le cadre de la présente convention pendant une durée d'un an à compter de la fin de l'action

Article 6 – Durée de la convention

- 6.1 La convention prend effet à la date de sa signature par les deux parties et s'achève, sans préjudice des dispositions des articles 5.2 et 5.7, le 30 juin 2026.

Article 7 – Modification de la convention

Toute modification des termes de la présente convention doit faire l'objet d'un avenant écrit entre les parties, conclu dans les mêmes formes et dans les mêmes termes.

Article 8 – Dénonciation et Résiliation de la convention

- 8.1 Le bénéficiaire peut renoncer à tout moment à l'exécution de la présente convention, moyennant un préavis écrit de deux mois et sans être tenu à une quelconque indemnité à ce titre. Dans ce cas le bénéficiaire n'a droit qu'à la partie de la subvention correspondant à l'exécution partielle de l'action.
- 8.2 Le SMT peut décider, après mise en demeure écrite restée sans effet pendant une durée de 30 jours, de mettre un terme à la convention en cas d'inexécution injustifiée par le bénéficiaire d'une des obligations qui lui incombent.
- 8.3 Le SMT peut de même mettre fin à la convention, sans préavis ni indemnité quelconque de sa part, dès lors que le bénéficiaire a fait des déclarations fausses ou incomplètes pour obtenir la subvention prévue dans la convention.
- 8.4 Dans l'ensemble de ces hypothèses, les conditions de remboursement de la subvention s'effectuent, le cas échéant, selon les modalités définies à l'article 9.

Article 9 – Modalités de remboursement de la subvention

- 9.1 En cas de résiliation de la convention, le SMT se réserve le droit de demander, sous forme de titre exécutoire ou de déclaration de créance, le remboursement total ou partiel des sommes versées.

- 9.2 Le SMT est en droit d'exiger après mise en demeure, le reversement du montant versé en cas de non-réalisation de l'opération, d'utilisation non conforme de la subvention ou de non-transmission des pièces justificatives dans le délai imparti.

Article 10 - Litiges

- 10.1 En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable, dans un délai de 45 jours.
- 10.2 En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif d'ORLEANS, sis 28 rue de la Bretonnerie, 45000 ORLEANS.

Article 11 – Dispositions finales

- 11.1 Si une ou plusieurs stipulations de la présente convention, à l'exception de l'objet, sont tenues pour non valides ou déclarées nulles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur validité.
- 11.2 En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.
- 11.3 Sous réserve d'une éventuelle modification par voie d'avenant dans les conditions posées à l'article 7, la présente convention exprime l'intégralité des obligations des parties. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés ou remis par les parties ne pourra s'intégrer au présent contrat.
- 11.4 Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement de l'autre partie, à l'une quelconque des obligations visées dans la présente convention, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

Fait à Tours, le/...../2025
En autant d'exemplaires que de parties

POUR LE BENEFICIAIRE,

La Présidente,

Anne-Marie DAVAUX

POUR LE SMT,

Le Président,

Emmanuel DENIS